

<http://lipietz.net/Tirer-les-lecons-des-europeennes-prendre-nos-responsabilites>

Tirer les leçons des européennes, prendre nos responsabilités

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Publication date: dimanche 8 septembre 2019

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Contribution au débat du Congrès de EELV

Cette fois, ça y est : l'écologie est partout, et les Verts ont pris l'ascendant sur les autres forces « progressistes ». Il est bien tard. Trop tard ? Terrible tentation de baisser les bras... Nous pensons au contraire que l'histoire dépend encore de nous. Une société écologiste est en formation, dans les peurs mais aussi dans les pratiques : une société de l'entraide face aux dynamiques de l'effondrement. Elle ne demande qu'à prendre conscience d'elle-même pour endosser ses responsabilités politiques. Nos responsabilités. Sans triomphalisme (il n'y a vraiment pas de quoi être fier de se lever si tard) mais sans fausse modestie. Les élections européennes ont été marquées par plusieurs bonnes nouvelles. Sachons en tirer les leçons, sans arrogance ni peur de son ombre.

1. Les électeurs votent en fonction de l'enjeu.

Pour la première fois depuis longtemps, les élections européennes sont apparues comme « des élections importantes ». Emmanuel Macron et Marine Le Pen mirent en scène leur opposition sur la construction européenne, cette dernière prenant soin de ne plus parler de « sortie », mais de faire comme Orban et Salvini : « Rester et désobéir ». Car les électeurs sont, avec raison, euromécontents, ils ne sont pas europhobes.

Mais le plus important est que presque tous les partis se déclarèrent « écologistes ». Qu'ils paniquent ou non à la perspective de l'effondrement de notre civilisation, la plupart des électeurs, en particulier les jeunes, savent que le changement climatique et la 6e extermination des espèces menace directement les conditions de leur propre survie, bien plus concrètement que la « fin du monde », bien plus largement que les « fins de mois ». C'est une victoire culturelle de l'écologie. Bien tardive, hélas.

Au final, les grands vaincus de la campagne furent ceux qui, de LR à LFI appelaient au « referendum anti-Macron », plus qu'à un débat sur les politiques européennes.

Or l'Europe commence à représenter une protection face à un monde extérieur hostile où dominent démocraties et nationalismes : la Chine, la Russie, l'Inde, les USA, le Brésil... Malheureusement, elle ne représente toujours pas une protection suffisante en matière sociale ni écologique, alors qu'elle est objectivement plus avancée sur ces deux chapitres que ses concurrents. C'est le combat à venir de notre Parti Vert Européen.

Mais si les électeurs votent selon le sujet des élections, alors il ne faut pas considérer que les rapports de forces mesurés aux européennes se retrouveront automatiquement dans les élections suivantes. Les contextes, les enjeux surtout sont chaque fois différents. Cependant, l'écologie a cette particularité qu'elle se met en oeuvre dans le cadre local alors qu'elle s'organise dans un cadre supra-national. La victoire culturelle de l'écologie aux européennes se répercutera probablement aussi aux municipales et sans doute aux régionales. En revanche, en 2022, l'écologie devra monter qu'elle sait aussi construire des coalitions sur les thèmes nationaux et plus classiques (fiscalité, aménagement du territoire, etc).

Il est donc délicat de décider à ce congrès d'un positionnement encapsulant les années 2020 à 2022 ! Il faudra sans doute ajuster notre positionnement au long des 3 ans qui viennent : d'abord « résolument écologistes » pour consolider la prise de conscience, puis de plus en plus « rassembleurs ».

Car le problème n°1 de notre démocratie rongée par l'individualisme, c'est « comment faire du commun, comment

agir ensemble face à notre sort commun, pour sauver la vie sur la Planète et recoudre nos sociétés déchirées ». Or ces élections offrent une autre leçon : la fin de l'hypothèse « populiste de gauche »

2. La défaite du « populisme de gauche »

La victoire électorale du RN ne doit cacher ni une certaine érosion, en pourcentage, ni sa progression de centaines de milliers de voix. Avec son discours sécuritaire, sa xénophobie et sa personnalisation, le RN apparaît adéquat à sa propre base sociale : la classe ouvrière précarisée et la petite-bourgeoisie traditionnelle menacées par la mondialisation. Cette adéquation est appelée par la presse « populisme », qui fait sens quant au style de représentation politique. Mais c'est terriblement confusionniste quand « populisme » devient un euphémisme pour « extrémiste » et « anti-européen », pour mettre RN et LFI dans le même panier. Ce qui est inadmissible.

La France Insoumise est aux antipodes du RN, en ce qu'elle est anti-raciste, pour le progrès social et même, de plus en plus, du point de vue écologiste. Mais, comme le RN, comme E. Macron, et aussi comme notre tête de liste de EELV Yannick Jadot, elle ne s'embarrasse pas de l'appellation « de gauche », jugée dépassée. Et cela restera vrai tant que « la Gauche », dans le vocabulaire courant, celui des médias, signifiera : le PCF et le PS, la « gauche du XXe siècle » (disons : libéralisme culturel + législation sociale). Nous, écologistes, sommes « la gauche du XXIe siècle », mais c'est une convention de langage qui n'est pas encore généralement partagée.

Ce qui est « populiste », c'est un style de politique opposant « les élites » et « le Peuple ». C'est aussi un court-circuit entre un leader et son « peuple » (Le Pen, Macron et Mélenchon ont chacun le leur), sans auto-organisation de ce peuple lui-même. RN et LFI s'inscrivent, quant à la forme, dans cette définition du populisme contemporain. Et E. Macron aussi, lui qui a construit sa candidature, hors partis, dans une tournée de « dialogue avec la France profonde », et qui gouverne « verticalement » en méprisant les corps intermédiaires.

Le populisme est donc fort répandu à gauche, à droite, au centre. Son succès vient de la crise de la représentation politique, dont un déterminant majeur est l'inadéquation entre l'espace politique (qui reste essentiellement national) et l'espace économique-écologique (mondialisé mais principalement européen). Du coup la politique représentative nationale se retrouve impuissante. Cette impuissance suscite soit une aspiration à une vraie politique européenne (à laquelle André Gorz appelait dès les années 60), soit l'appel à un leader fort qui saura en remonter à « Bruxelles » : d'où le succès des Orban et des Salvini.

Il existe une racine plus profonde à l'effacement des corps intermédiaires : la fragmentation même de la société, du fait du libéralisme économique, qui réduit tous les individus à de simples vendeurs de leur propre force de travail, alors que 150 ans de conquêtes sociales avaient organisé la société comme un lieu de luttes, de dialogue et de compromis entre catégories sociales organisées. Le mouvement des Gilets Jaunes, en France, est la première insurrection contre cette « uberisation sociale ».

Si la forme populiste, proche du bonapartisme, suppose la désorganisation du « peuple », alors elle est adéquate au RN qui prône une forme de « Führerprinzip », économiquement dirigiste et xénophobe, mais elle ne peut convenir à une force de progrès, censée défendre d'abord la démocratie et l'auto-organisation du « peuple », plus, dans notre cas, l'écologie.

Cette contradiction a éclaté aux élections européennes : la France Insoumise, malgré tous ses efforts, n'a rien capté du mouvement des Gilets jaunes et semble s'être effondrée sous le poids de ses contradictions.

Plus profondément encore, la contradiction du populisme de gauche est qu'il définit le peuple par ses « ennemis » : en général « la ploutocratie », la « technocratie », etc. Or une politique fondée non sur l'amour de ce qu'on veut construire mais sur la haine d'un ennemi, supposé responsable de tout, est éminemment susceptible de « se tromper d'ennemis » : les immigrés, la Banque Rothschild (« parce que juive ») etc. Le discours de haine contre « Macron-Rothschild » a fini par desservir le populisme de gauche auprès d'un électorat qui, à gauche, dénoncerait les rapports sociaux bien plutôt que des individus.

L'écologie politique, « gauche du XXI^e siècle », ne peut se construire qu'en sens inverse : en partant des besoins de l'Humanité et de la Planète, en construisant (vite !) des coalitions pour sauver l'une et l'autre, en isolant les irréductibles irresponsables. Ce que nous devons apprendre à faire : une politique de la bienveillance qui n'ignore pas que tout au bout elle rencontrera des ennemis irréductibles.

3. Le succès (embryonnaire) des écologistes

Certes, dans toute l'Europe du nord-ouest, l'écologie fait, au contraire du populisme, un bond en avant. La nouvelle génération est la première consciente que la crise écologique n'est plus l'affaire des « générations futures », mais de sa propre survie. Cependant, ce succès n'est pas du tout à la mesure de l'urgence. Avec 13,5 %, EELV gagne 4,5 % par rapport à 2014, mais reste 2,8 % en dessous du score de 2009 (avec 250 000 voix de plus, toutefois).

Il n'y a pas de quoi pavoiser...

Premier handicap de la liste Jadot : du jour au lendemain, tous les partis se sont proclamés « écologistes », ce qui a diminué la « différence » EELV. Second handicap : pendant une décennie, la direction de EELV a « collé » à la social-démocratie pour obtenir des postes électifs, et de nombreux cadres ont quitté le navire pour se rapprocher du parti au pouvoir, tantôt le PS, tantôt LREM, provoquant une véritable crise intellectuelle et morale. Cette politique avait ses justifications en 1997 : agir, vite, prendre des places pour appliquer des contenus écologiques. Mais peu à peu la politique des postes l'a emporté sur la politique des contenus.

Le premier mérite du redressement des Verts français revient donc à une reconquête de l'autonomie, concrétisée par le choix de la tête de liste Yannick Jadot, contre les appels constants des médias à se fondre dans une liste d'« unité de la gauche ». Bien leur en a pris : le plus significatif, dans ces 13,5 %, est qu'il surplombe d'une manière écrasante une « gauche » du XX^e siècle, discréditée par son retard historique à comprendre les enjeux écologiques (PCF : 2,5%, à peine plus que le Parti animaliste), par son ralliement au libéralisme (PS : 6,2%) ou au populisme de gauche anti-européen (LFI : 6,3%). Même la scission la plus récente du PS, Génération.s, se présentant comme « écologiste de gauche », n'a obtenu que 3,3%.

Le message des électeurs est clair : en plaçant EELV en position archi-dominante au sein des partis progressistes, ils ont affirmé qu'une gauche du XXI^e siècle ne peut se reconstruire qu'autour de l'écologie politique (avec ses dimensions démocratiques, sociale et environnementale), et que mieux vaut, pour la représenter, l'original que ces trop récentes copies, dont tous les leaders ont participé, quand ils étaient au gouvernement, au désastre productiviste.

Symétriquement, la tentative macroniste de rallier le vote écologiste en débauchant quelques ex-vedettes a complètement échoué. E. Macron s'était fait élire sur une position « et droite et gauche » mais n'a gouverné qu'à droite et contre l'écologie. Du coup, s'il a réussi à élargir sa base au détriment de la vieille droite de gouvernement, l'électorat socialiste qui l'avait rejoint en 2017 a reflué en 2019 vers... EELV, et pas vers le PS. Ce qui fait dire à des commentateurs que la base électorale de EELV est « centriste ». Non, elle change d'avis et peut se radicaliser sur

des positions écologistes.

4. Réinventer la coopérative

Ce succès de EELV est diversifié. EELV l'emporte dans les bastions de la petite -bourgeoisie intellectuelle comme dans les régions périphériques (en renouant son alliance avec les partis régionalistes), dans les vieux bastions républicains des Cévennes comme dans les terres catholiques de l'Ouest récemment déchristianisées. Ce qui va poser à l'écologie l'immense problème de la construction de convergences populaires. Fort heureusement, la structure de l'écologie n'a rien de populiste : EELV n'est que l'expression politique d'un vaste mouvement autonome de syndicats et d'associations plus ou moins écologistes, qui lui ont d'ailleurs fourni de nombreux militants, candidates et candidats depuis 2009.

Mais, en 2009, EELV disposait d'un projet organisationnel : la coopérative. C'est la réponse au problème récurrent de l'adhésion « à la carte ». On peut aller aux manifestations sur le climat, signer « L'Affaire de tous », voter EELV, mais ne jamais y adhérer. Et rien de tout cela n'existerait sans justement ce vaste réseau associatif, qui apporte des idées en permanence (ce qu'on appelait « pollinisation ») et, ponctuellement, des forces. D'où la distinction, en 2009, entre le « parti » (intellectuel collectif permanent et centre d'aiguillage des combats écologistes) et la « coopérative ». Mais les statuts adoptés pour la coopérative furent si rigides, contraignants, avec si peu de pouvoirs, que ce fut un quasi-échec.

Nous devons entièrement reconsidérer et remettre en valeur cette notion de « coopérative écologique », en partant de ce principe de base : adhérer à la coopérative, ce n'est justement pas adhérer à un sous-ensemble pauvre de EELV, mais s'engager dans un processus intermittent de consultations et de mobilisations.

5. L'écologie populaire

Pour passer de 13,5% à la majorité politique, l'écologie doit être populaire et faire des alliances.

L'analyse des résultats montre que les GJ ont reporté leur vote plutôt sur le RN, mais aussi sur EELV (sinon, la forte percée EELV dans les cantons de l'Ouest, Rhone-Alpes et au sud des Cévennes serait incompréhensible). Malgré la divergence sur l'écofiscalité (les meilleures idées vertes tournent souvent à la catastrophe quand elles sont mises en application par les autres partis), de nombreuses « gilettes jaunes », medico-sociales ou aides à domicile, outre les traditionnels éleveurs de chèvres et néo-ruraux, se reconnaissent largement dans l'écologie, au travers sa contribution au débat sur l'aménagement du territoire, le féminisme et l'ESS.

EELV arrive également en tête ou seconde position dans toutes les communes de l'ex-Ceinture rouge parisienne, par « boboisation » de ces communes ou par conversion des anciens communistes ou socialistes. En revanche la portée du vote vert a diminué dans les quartiers très populaires, du fait de la baisse relative de notre engagement national pour les droits des immigrés et pour l'ESS, qui furent longtemps notre « spécialité ».

Il existe donc des bases sérieuses à la conquête des votes populaires par l'écologie : justice territoriale et environnementale (les quartiers populaires ont droit à autant voire plus d'espaces verts par habitant que les belles banlieues), services publics denses et à bas prix, ESS.

Ajoutons un point essentiel : la santé, et sa base, une nourriture saine, mobilisent les plus démunis beaucoup plus que le climat.

6. La question des alliances

La question de la coopérative est celle de la convergence de différentes formes d'engagement écologiste (partis, associations...). Elle doit être bien distinguée de la question des alliances avec des partis politiques (en général issus de la vieille gauche et de ses scissions : PCF et PS, LFI et Génération.s) plus ou moins convertis à l'écologie. Bien sûr, dans les listes citoyennes aux municipales, les deux seront mélangées, mais ce ne sont pas les mêmes processus !

L'écologie inclut, en un nouvel éclairage, toutes les valeurs des gauches des siècles précédents : la démocratie, les droits de l'homme, la justice sociale... Elle intègre bien des choses en plus : les nouveaux mouvements sociaux de la fin du XXe siècle, le féminisme, le régionalisme, l'autogestion. Et bien sûr la défense du Vivant, la survie de notre espèce sur la longue durée. Elle n'a pas besoin de s'allier aux socialistes pour être « sociale », ni aux communistes pour défendre les « communs ». D'où son succès quand elle s'est affirmée seule, aux élections européennes, à la proportionnelle intégrale.

Cependant, dans la conquête de la majorité, lors des autres scrutins, elle aura besoin d'alliés, héritiers historiques des traditions démocratiques et sociales. L'hégémonie culturelle récemment conquise (en ce sens que tous les partis reconnaissent aujourd'hui la crise écologique et la nécessité d'y répondre) se dissoudra si elle tourne à l'arrogance, au sectarisme. L'hégémonie politique consiste au contraire à convaincre les autres, par la justesse de nos propositions et l'exemple de notre implication, de travailler de bon coeur et en confiance avec nous.

Dans le vaste réseau de sympathies écologistes plus ou moins sincères, entre nous et les plus irréductibles à l'écologie, le RN, il existe des gradations : la grande proximité de Génération.s et Urgence écologiste, qui n'est pas différente des nuances de sensibilité à l'intérieur de EELV, l'écologisme presque surjoué de La France Insoumise dont nous sépare (mais cela n'a pas toujours d'importance) la question européenne et de la démocratie, le PS et le PCF dont on ne voit pas toujours bien sur le terrain « en quoi ils ont changé », les centristes Modem ou LREM avec qui on est bien obligé de négocier des avancées quand ils sont au pouvoir, tout en sachant qu'ils n'y croient pas.

Pour les premiers, l'objectif à court terme est la fusion. Ce qui implique, condition sine qua non, le respect absolu du droit des minorités et notre principe de représentation proportionnelle. Qui accepterait de fusionner avec EELV pour être traité comme les directions EELV sortantes ont trop souvent traité leurs propres minorités ?

Pour les autres, le principe est toujours l'autonomie contractuelle, que EELV soit ou non dominant dans l'alliance. Ce qui implique de ne pas avoir peur de « rompre » (y compris en renonçant aux postes) quand le contrat est violé par le partenaire.

7. La peur et l'espérance.

Nous ne savons pas si nous sauverons la Vie (dans sa composition actuelle) sur la Planète avant l'effondrement de notre civilisation. Nous savons que l'érosion de nos conditions d'existence est désormais irréversible : il est trop tard, il aurait fallu s'y mettre en 1992. Nos échecs à nous faire entendre sont irrémédiables.

Mais jusqu'à quel point ? Chaque demi-degré de réchauffement climatique évité sauvera des millions de vies, des centaines de milliers d'espèces. Il faut dorénavant combiner « atténuation » (des enchainements catastrophiques) et « adaptation » (à une situation déjà bouleversée). Par chance, dans la plupart des cas, mais pas tous, les mesures à prendre sont les mêmes : par exemple, faire pousser des arbres, pour se rafraichir ET pour capter le CO2...

L'adaptation n'est pas toujours résilience. Les riches, responsables principaux de la destruction, sauront toujours s'en tirer, s'adapter. Une société résiliente est une société qui apprend à s'en tirer tous ensemble.

Car il y a une dissymétrie politique forte entre la peur et l'espérance. La peur, quand elle démobilise (« y a plus rien à faire et d'ailleurs le capitalisme ne voudra pas ») entraîne le « sauve qui peut », et ceux qui ne pourront pas se sauver seront les plus faibles, ceux d'Afrique rejetés à la mer, ceux des quartiers condamnés à une nourriture qui pourrit leur espérance de vie.

L'espoir, même illusoire, c'est le signal du ralliement, du collectif, du « tous ensemble », du « pas un ne doit être oublié ». L'espoir, son drapeau c'est le Vert, la couleur de l'écologie.

Karima Delli
Alain Lipietz